

l'obligeance de les déposer pour la gouverne des représentants et de tous les Canadiens?

**L'hon. M. Pepin:** Peut-être, monsieur l'Orateur, je vais y penser.

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Le ministre serait-il disposé à examiner le mode de nomination des recenseurs pour pouvoir bien nous assurer que le favoritisme ne l'a pas emporté sur le bilinguisme?

**M. Baldwin:** Regardez le ministre rougir...

**L'hon. M. Pepin:** Je suis disposé à écouter les suggestions à ce sujet.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### L'ATTAQUE CONTRE UN PÉTROLIER LIBÉRIEN—L'EXPRESSION DE LA RÉPROBATION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le secrétaire général des Nations Unies, le secrétaire d'État des États-Unis, et le porte-parole de la délégation britannique aux Nations Unies ont tous déploré l'incident qui s'est produit le vendredi 11 juin dans le détroit de Bab El-Mandeb, incident au cours duquel un pétrolier libérien a été attaqué au bazooka par un canot automobile, le gouvernement du Canada exprimera-t-il aussi publiquement sa réprobation à l'égard de tels actes de violence commis contre la navigation internationale?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je prends note de cette question, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

### LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

#### LE MANDAT DU NOUVEAU COMITÉ D'EXAMEN

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** J'aimerais poser au leader du gouvernement à la Chambre une question dont nous avons déjà discuté. Quand le ministre pourra-t-il nous indiquer que le gouvernement a fixé le mandat du nouveau comité d'examen prévu par la loi sur les textes réglementaires afin que ce comité puisse statuer sur les innombrables proclamations, règlements et décrets en conseil qui constituent maintenant le fondement principal du gouvernement actuel?

**L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé):** Sans admettre tous les éléments introduits par le député dans sa question, je puis l'assurer que j'espère pouvoir faire inscrire l'avis de motion au *Feuilleton* avant la fin de cette période de la session. Différents membres du gouvernement l'étudient actuellement et j'espère qu'elle figurera incessamment au *Feuilleton*.

[M. Alexander.]

### L'INDUSTRIE

#### LA QUESTION DE L'AIDE À LA FABRICATION DES APPAREILS ADAC

**M. P. V. Noble (Grey-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. L'industrie aéronautique canadienne ayant manifesté ses possibilités de façon impressionnante au Salon de l'Aéronautique de Paris et les deux sociétés canadiennes responsables de la mise au point au Canada de l'appareil ADAC s'étant vu refuser tout autre appui de la part des sociétés-mères, le gouvernement est-il prêt à fournir à l'industrie des appareils ADAC une aide financière substantielle pour que nous puissions conserver et utiliser à notre profit cet avantage dont nous disposons?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Une bonne partie de la question part de faits qui ne sont pas nécessairement exacts, mais pour ce qui est d'appuyer le programme ADAC, à l'heure actuelle, nous avons engagé comme le sait le député 60 millions de dollars pour un modèle et au moins la moitié de cette somme pour un autre, de sorte qu'il est évident, je pense, que nous allons continuer à assurer cet appui. Ce que nous nous demandons, c'est si nous allons continuer à aider les sociétés-mères, qui semblent se désintéresser complètement du projet. Nous allons essayer de trouver une meilleure solution.

\* \* \*

### LA FONCTION PUBLIQUE

#### LA NORMALISATION DES SALAIRES DES GARDES-MALADES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Pourrait-il nous dire, puisque nous approchons de la fin de la session actuelle, si lui-même et ses fonctionnaires cherchent à aplanir les inégalités dont souffrent les employés du service infirmier de l'État dans la région atlantique par rapport à ceux des autres régions?

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, le député sait, je pense, que les négociations se poursuivent, j'espère, de façon satisfaisante.

**M. Forrestall:** J'en parlerai au cours du débat d'ajournement.

\* \* \*

### LE PÉTROLE

#### LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—L'OPPOSITION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT—LA POLITIQUE FÉDÉRALE

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le ministre de l'Environnement énonçait-il la politique du gouvernement dans le discours que son secrétaire parlementaire a lu pour lui à Edmonton et où il s'opposait à ce que les grands pétroliers empruntent le détroit de Geogie et celui de Juan de Fuca?